

SUR LES OUVRIERS.

CHOEUR DES AMIS DE L'ORDRE.

« Qui êtes-vous , vous qui nous attaquez ? Les fau-
« teurs du désordre et de l'anarchie ! les ennemis des
« lois et du pays ! les perturbateurs acharnés de
« l'ordre public ! Vous êtes de misérables agitateurs ,
« sans cesse occupés à chauffer , remuer et soulever
« les mauvaises passions ! il faut pourtant que l'ordre
« que vous attaquez avec rage et fureur se rétablisse !
« il faut des lois sévères pour vous tenir en bride.
« La révolte est toujours menaçante , vous entrete-
« nez toujours l'hydre de l'anarchie , vous paralysez
« sans cesse l'action du gouvernement qui veut le
« bonheur du pays. Il faut bien le mettre à l'abri de
« vos tentatives révolutionnaires , il faut sauver l'État ,
« sauver la France ! il faut *intimider* les mortels enne-
« mis du repos et de la paix ! il faut les frapper d'une
« *crainte* salutaire sans laquelle le gouvernement de-
« vient impossible , il faut *terrifier*... Finissons-en avec
« les factieux ! etc. »

Tout cela se dit avec divers degrés de verve et d'éloquence , avec accompagnement de soldats , de fusils , de canons , de garde nationale , dans des articles , dans des proclamations , dans des discours appropriés aux temps , aux lieux , aux circonstances , et qu'il est inutile de spécifier ici.

CHOEUR DES AMIS DE LA LIBERTÉ.

« Ah ! que vous êtes bien des infâmes, vous qui
 « vous prélassiez au pouvoir et vous nourrissez des
 « sueurs du peuple ! Comme vous dévorez l'impôt !
 « Comme vous vous jetez sur les trésors arrachés à
 « la nation, à cette malheureuse France dont vous
 « sucez effrontément le sang et les richesses ! Vous
 « êtes les ennemis mortels de la liberté et du progrès,
 « de tout ce qui est bon et honnête ! Vous vous en-
 « graissez là bien à votre aise, n'est-ce pas ? La place
 « est bonne au pouvoir, misérables sycophantes !
 « Qu'avez-vous fait de vos principes, vous qui vous
 « disiez les amis de la liberté ? Vous les foulez aux
 « pieds maintenant, renégats sans âme et sans cœur !
 « A vous les places ! à vous les honneurs et les ri-
 « chesses ! à vous d'opprimer par la force brutale et
 « d'y joindre la ruse et la corruption ; car tous les
 « moyens vous sont bons ; car vous êtes des gens sans
 « moralité et sans conscience ; car vous foulez aux
 « pieds tout sentiment et toute justice ! Ah ! deman-
 « der à des gens comme eux de la conscience et de
 « la justice, autant vaudrait demander des moissons
 « au désert, la vie à un cadavre ! Holà ! messieurs
 « du pouvoir, il faut pourtant que cela finisse !
 « Croyez-vous donc que le peuple que vous écrasez
 « soit disposé à supporter longtemps encore votre
 « honteux despotisme ? Non ! non, la mesure se rem-
 « plit, elle sera bientôt comble et il faudra bien
 « qu'elle répande. Le jour de la justice n'est pas loin !
 « Allez ! allez, vous n'êtes pas de taille à étouffer la
 « liberté ! Et, après tout, qu'êtes-vous ? Rien, une
 « poignée de misérables, et il y a contre vous toute
 « une nation généreuse qui est faite pour la liberté,
 « qui veut la liberté et qui crie : En avant ! etc., etc. »

Ce chœur est accompagné de conspirations, d'em-
 brigadements des ambitions mécontentes, de clubs,
 d'émeutes, de procès à la chambre des pairs, de
 bourgeois tués, de soldats assassinés, de prospectus
 de journaux qui ne se font pas, comme la *Démocratie*
 et autres drôleries républicaines.

Sous une forme plaisante, ceci est l'image de la
 situation assez monotone de la France, et toute son
 histoire depuis 1830 faite par M. Victor Considé-
 rant.

L'émeute des ouvriers est un épisode du drame
 auquel coopèrent depuis dix ans les chœurs que vous
 venez d'entendre.

Mais il est excessivement utile, pour le bon sens et
 pour la raison publique, de faire observer aux amis de
 l'ordre que cette lutte n'existe dans aucun autre pays
 au monde qu'en Angleterre où elle a été calmée. Il
 est donc bien extraordinaire qu'elle ait lieu dans notre
 belle France qui semblait avoir fini toutes ses expe-
 riences gouvernementales, après les sept formes de
 gouvernement (la Constituante, — la Convention, —
 le Directoire, — le Consulat, — l'Empire, — la Res-
 tauration, — Juillet) dont elle a joui en cinquante
 ans. Assurément, l'Europe a le droit de se moquer de
 nous, et elle en use largement, attendu que le gou-
 vernement actuel n'a rien de fixe : il a eu dix-neuf
 administrations différentes en dix ans. Qu'est-ce qu'une
 situation politique où il est impossible de trouver six
 hommes qui s'accordent pendant six mois ou qui
 soient pendant six mois en harmonie avec leurs élé-
 ments constitutifs ? C'est bien évidemment ou la faute
 des hommes ou la faute des principes, il faut changer
 ou les uns ou les autres. Enfin, n'y a-t-il pas lieu de
 rechercher la vraie cause de l'état stationnaire où
 reste la France depuis 1830. N'oublions pas qu'après

avoir pansé toutes ses blessures et payé les dettes de trois révolutions, la restauration a donné l'Algérie à la France, position qui commande aujourd'hui la question d'Orient.

Or l'émeute des ouvriers n'est pas un fait isolé; c'est une maladie. Si vous avez enlevé cette tache rouge sur le corps politique, sachez-le bien, la maladie subsiste, il y aura quelque nouvelle éruption ailleurs, je ne sais où; quand? je ne sais pas.

Le caractère du gouvernement, depuis 1830, est de faire des lois à mesure que les circonstances en exigent, au lieu d'avoir des lois qui permettent de dominer les circonstances. Ce caractère est celui de toutes les époques révolutionnaires, qui sont des maladies politiques. Ce triste système est celui des gens médiocres, qui vont au jour le jour. C'est de l'empirisme, et non de la grande médecine politique.

On a mis *ordre* et *liberté* sur les boutons des uniformes de la garde nationale. La liberté est précisément le contraire de l'ordre : on a fait hurler les mots comme hurlent les choses. On a voulu mettre d'accord les deux chœurs que vous venez d'entendre, et qui peut-être ont tous deux raison. Le second veut le gouvernement avec un principe, fatal il est vrai, mais qui a l'avantage d'être un principe. Les amis de l'ordre n'ont pas de principe vital. On peut tout au nom du peuple, on ne peut rien au nom de l'ordre. Qu'est-ce que l'ordre? Chacun l'entend à sa manière, l'ordre est une question éternellement à l'ordre du jour, ce n'est que le maintien des intérêts. Les intérêts sont changeants, donc l'ordre change, et le principe d'un gouvernement doit être éternel, immuable. Là est toute la force de l'Autriche.

Toute société n'est-elle pas basée sur le sacrifice d'une grande quantité des droits naturels en retour

des avantages sociaux? N'est-ce pas la répression par le pouvoir social des intérêts divergents? N'est-ce pas la répression de l'intérêt personnel et de l'égoïsme au profit d'une nation qui croît et s'agrandit? La liberté, comme l'entend le peuple, et comme on tâche de la lui faire comprendre, est le contraire de toute société. Qu'est-ce que 1830 a sanctifié? La souveraineté du peuple par l'élection. On avait élu des députés qui ont élu le roi. Ce droit est aujourd'hui au-dessus de tout. Le peuple fait par ses députés et défait les lois. L'élection peut, de renouvellement en renouvellement, amener le triomphe de nouveaux intérêts, d'où nouveau système. C'est parce que les deux opinions extrêmes, le légitimiste et le républicain, croient triompher par l'élection, qu'ils réclament l'un le *suffrage universel*, l'autre la *réforme électorale*. Le vote est le souverain. Le vote change, donc la loi n'a rien de fixe. La coalition qui a fait, malgré le bon sens public, malgré la cour, nommer M. Thiers premier ministre, le prouve assez. A l'ouverture de la session prochaine, M. Thiers sera peut-être renversé. Et ce sera toujours légal. Un droit semblable, inouï, révolutionnaire, et qui donne l'apparence de la légalité au désordre, qui grave sur les boutons d'une armée civile un non-sens, a intronisé, savez-vous quoi? Le *dieu Cent-Sous*! le culte de l'intérêt personnel. Quand un pays arrive à ne voir en toute chose que l'argent (l'élection, les droits politiques, tout est basé sur : *Que payes-tu d'impôts?*), il n'existe donc aucune force morale qui s'oppose au mouvement antisocial de l'intérêt. Aussi le pouvoir actuel est-il sans force devant l'argumentation des deux partis qui lui demandent le suffrage et la réforme.

Quand un intérêt en souffrance compte assez d'hommes froissés, il devient un parti. Rien ne peut

empêcher les ouvriers, comme tous autres prolétaires, de vouloir être rétribués plus qu'ils ne le sont. Le gouvernement n'a pas le droit d'intervenir entre le maître et l'ouvrier, il n'a que le droit de canonner dans les rues les masses d'ouvriers qui s'y rassemblent et y commettent des actes criminels. Or, quand un gouvernement déploie des forces contre des masses, ce n'est pas la masse qui a tort; mais, dans tous les cas, le gouvernement, même quand il est vainqueur. La réunion d'une masse quelconque mécontente est un acte d'accusation contre lui : à lui de prévoir les besoins. Allez voir si dans le reste de l'Europe les besoins des intérêts généraux ne sont pas étudiés et satisfaits pour éviter toute collision.

Par qui existez-vous ? Par le peuple ! Quel est votre devoir ? De veiller aux intérêts de vos commettants. Il n'y a plus de monarchie. Moi, fraction imposante du peuple, je souffre, et je réclame, qu'avez-vous à dire, à cela, vous, mes intendants ? Le peuple est logique. Vous, gouvernement, vous êtes insensé d'accepter un pareil contrat, et vous ne tiendrez pas contre cette logique.

Napoléon s'intitulait empereur par la grâce de Dieu ! Louis-Philippe est roi des Français par la grâce des chambres. Agitez-vous, discutez, verbalisez, intimidez, bouchez-vous les oreilles pour ne pas entendre, la question est là. La royauté n'est plus qu'un mandat, elle ne résulte plus que d'une convention.

Napoléon et la restauration avaient essayé de combattre par des palliatifs le funeste effet du partage égal des biens institué par le code civil, qui est une fabrique constante de prolétaires ou d'ambitions insatiables, une perpétuelle cause de médiocrité de fortune. La question des ouvriers est là, je vais le démontrer.

Un écrivain ministériel très-remarquable et que le pouvoir a sagement fait de s'assimiler, M. Granier de Cassagnac, a fort bien expliqué la maladie : il promet au ministre de l'intérieur de lui indiquer un topique ; mais ceci est le fait du charlatanisme médical : la cause subsistera. Le vrai médecin politique doit aller au siège du mal. Je vais me servir de ce que son travail a de bien, et rectifier son argumentation en la ramenant à la cause du mal qui est dans la loi. Que veulent les ouvriers ? Supprimer les *marchands*. Le marchand est une espèce de sous-traitant qui, dans ces derniers temps, s'est interposé entre les ouvriers et les maîtres. M. Granier de Cassagnac fait observer avec raison que le système des marchands anéantira la perfection des œuvres dans les arts mécaniques. Ici les ouvriers ont raison, dit M. Granier. Encore quelques années, et ces arts auront péri. C'est vrai. Pourquoi ? Ce n'est pas la faute du système de *marchands*, mais de la cause occulte, sociale, venue de loin, qui a produit ce système.

Il n'y a plus de fortunes en état de payer les belles œuvres ce qu'elles valent, tout s'est amoindri, émietté sous la loi révolutionnaire, qui divise et pulvérise tout sous son pilon, et qui ne donne aux entreprises, aux constructions, aux meubles d'une famille qu'un intérêt proportionné à la durée de la vie humaine. Ah ! vous sentez la nécessité des grandes fortunes comme celles des Rotschild, des Aguado, etc. ; et les écrivains radicaux les regardent comme des vols. Apprenez que, quand M. de Rotschild commande une pendule de trente mille francs, des vases de quarante mille francs, il se trouve encore à Paris des artistes pour les faire et pour les exécuter tout aussi bien et souvent mieux qu'aux temps où l'art régnait sous la protection des souverains, et des

aristocraties qui ne mouraient pas par chaque génération. Le besoin appelle la production. La production répond avec une admirable fidélité à la commande. Toutes les fortunes vont s'amoindrissant, les productions des arts mécaniques s'amoindrissent. On démolit les hôtels pour faire des maisons. Le peintre fait de petits tableaux pour de petits appartements. On loue un livre deux sous au lieu de l'acheter. On se met trois ducs pour payer une loge. Nous assistons au convoi, service et enterrement des grandes fortunes. Il y a des gens qui disent : Tant mieux ! Ils disent alors adieu à la civilisation. Mais combien y a-t-il de ces fortunes ? Plus nous irons, plus elles seront difficiles, pour ne pas dire impossibles. Où sont les corps constitués, éternels qui ordonnaient des travaux séculaires. Il fallait au moins cinquante ans d'expérience pour voir en France les résultats du système de l'égalité. L'Europe les voit avec effroi, le penseur en reste stupéfié. *Le bon marché !* voilà désormais la loi française. Les fortunes se nivellent avec une funeste rapidité. Les gens de cent mille livres de rente se comptent. Vous avez aboli les majorats, la seule institution qui, réservée aux familles de la pairie, n'était certes pas dangereuse, et qui allait, d'ici à un siècle, sauver la France, en y fondant le gouvernement anglais. Eh bien ! dans une période de cinquante années, ce sera les fortunes de vingt-cinq mille livres de rente que vous compterez. Puis, un jour, vous aurez une épouvantable armée de propriétaires d'un arpent ou d'une maison. Voilà l'avenir de la France. Les gros salaires, les grosses fortunes momentanées de l'industrie formeront l'aristocratie, qui sera menacée par des masses affamées. Le symptôme de cet avenir est le *marchandeur*, créé par la nécessité de tout donner au rabais. Les tribunaux de prud'hommes,

qui ont été complètement inutiles dans l'émeute de Lyon, seraient excellents dans une société religieuse régulière, assise sur un droit incontestable ; mais ils ne vaudront jamais l'article du code sur les coalitions, qui se trouve impuissant aujourd'hui : jamais ni le magistrat, ni l'administrateur ne mettront mille ouvriers en prison. D'abord, ces gens s'y trouvent trop bien en en comparant le régime à leur misère, puis vous n'auriez pas assez de geôles. Ferez-vous une loi pour organiser le travail manuel comme vous avez organisé le travail intellectuel par des concours d'admission aux écoles spéciales ; mais n'était-ce pas la pensée de la restauration avec ses écoles des arts et métiers ? D'abord, elle était excellente avec une religion. Puis, cette organisation ne peut avoir lieu pour les travaux bruts. Assurément tous les constructeurs civils devraient sortir de l'école des ponts et chaussées, les architectes d'une école d'architecture, les ébénistes, les charpentiers, les serruriers de l'école des arts et métiers, les jardiniers d'une école d'horticulture, et les filateurs, les manufacturiers d'une école de commerce et des manufactures, comme les pharmaciens, les avocats, les notaires, les avoués, les magistrats, les médecins sortent de leurs facultés, de leurs études. Pour vous, l'effet de ce système sera de poser la question d'une manière plus violente dans un temps donné. Ce sera l'œuvre saint-simonienne, le triage des capacités. Le prolétariat y verra tôt ou tard une aristocratie. Enfin, ce sera tout à fait une atteinte à la liberté du commerce qui doit rester illimitée. Dans tous les cas, ce système constitue une perte de temps social, un énervement de la jeunesse, et n'empêche pas le fait de l'ouvrier de génie qui devance l'instruction légale. Ce sera élargir la plaie de l'incrédulité, de

suit qu'au sortir du collège, l'écolier se propose d'être premier ministre, et comme il n'y en a qu'un, le jeune homme fait brèche quelque part en pure perte pour lui, mais au grand dommage de l'Etat. Ainsi donc dans la famille, au collège, dans le prolétariat, dans la politique, en toute chose, au lieu de contenir les intérêts privés, vous les avez déchainés en faisant arriver la doctrine du libre arbitre à ses conséquences extrêmes. Vous avez laissé l'industrie, le commerce et le travail qui ne sont que des choses secondaires en saine politique, devenir tout dans l'Etat, au lieu d'y être asservies. La bourgeoisien n'est pas autre chose que la réunion de l'industrie, du commerce et du travail. Entre la bourgeoisie et le centre d'action où se font les évolutions du pouvoir, il n'y a plus de barrières. Chacun peut aller de plain-pied dans votre machine politique, ce qui ne se voit qu'en France aujourd'hui. Ne nous citez jamais les Etats d'Amérique. Un pays où il y a des terres à prendre pour une population cent fois supérieure à la population, ne saurait être un exemple à donner à des nations dont le territoire est déterminé.

Les caisses d'épargne, et les encouragements donnés à l'intérêt personnel sont, en France, les fautes du libéralisme, comme l'émancipation des nègres a été la sottise de la philanthropie européenne. Vous avez créé la queue de l'argent comme 93 avait créé *la queue du pain*. La caisse d'épargne, idée antigouvernementale, a des conséquences aussi immorales que l'étaient celles de la loterie.

La désorganisation est partout, la hiérarchie que vous voulez n'est jamais une pensée qui puisse sortir des masses, c'est une conséquence de l'accord du pouvoir monarchique et de la religion, la hiérarchie résulte d'un grand sentiment religieux qui n'existe

plus en France. Il fallait une génération pour le lui rendre, et 1830 a écrasé le germe si péniblement réchauffé par la restauration. Aujourd'hui la hiérarchie, si vous en établissiez une, serait un fait momentané, qui se briserait et se recomposerait incessamment au gré de l'élection.

Il est facile de prouver ce que je dis : il n'y a plus en France qu'une seule chose, socialement parlant, qui soit organisée, c'est l'armée. Encore son admirable obéissance passive et l'honneur du drapeau ont-ils été bien relâchés par les mots : *baïonnette intelligente*, par la fraternisation de 1830, par le respect du civil, et par ce qui se passe en Espagne, exemple contagieux. A quoi devez-vous l'armée? Au *despotisme* admis et compris du commandement et au sentiment de l'honneur (*le drapeau*). Deux choses qui n'existent plus en dehors de l'armée. L'armée est une société en petit. Le jour où les deux cent cinquante mille ouvriers qui campent dans Paris, et qui vont arriver au chiffre de trois cent mille par le fait de l'entreprise des fortifications, seront sans ouvrage, vous n'aurez aucune force morale pour repousser leur agression. La force militaire sera tout à fait impuissante, parce que les ouvriers chanteront ce chœur des amis de la liberté, que vous savez, et seront appuyés par le plus énergique des partis, par le parti républicain que vous combattez depuis dix ans, sans avoir su ni osé l'éteindre. Les ouvriers sont l'avant-garde des barbares.

Cet état de choses, sachez-le bien, est compris, étudié, connu. MM. Royer-Collard, Lamartine, Guizot, Bertin l'ainé, bien d'autres que je ne nomme pas, quand ils ont la tête sur l'oreiller et qu'ils pensent en eux-mêmes, et non pour les autres, ne croient pas à leur lendemain. Pas un des symptômes de cette dissolution ne leur échappent, ils compriment leurs

regrets, et croient l'intérieur moins en paix que l'extérieur. Leurs yeux cherchent quel vigoureux génie de domination, un de ceux qui font les 18 brumaire et les 13 vendémiaire, viendra restaurer le pouvoir, car ceux qui y sont ne peuvent pas le rétablir. Pourquoi? Hélas! ils l'ont détruit. Enfin, loin de chercher les hommes forts, le système actuel tend à les combattre, à les persécuter.

Un journal a voulu blâmer ces paroles : *L'ineptie des gouvernants*, en appliquant à MM. Thiers, Cousin et de Rémusat, ce que, dans le récit d'une catastrophe privée, l'écrivain disait comme historien de nos mœurs actuelles, dans l'acception la plus générale possible; mais, pour faire ouvrir les yeux à des gens qui veulent absolument les fermer, il faut employer des paroles vives, et susceptibles de frapper. MM. Thiers, Cousin et de Rémusat sont des hommes qui, pris individuellement, offrent des qualités éminentes, et qui ne se rencontrent pas communément; mais il existe, dans les régions supérieures, une grande quantité de personnes qui leur sont au moins égales, et ces qualités ne sont pas celles qui constituent des hommes d'État. Richelieu, Mazarin, le cardinal de Fleury, Colbert, Louvois n'avaient aucune des qualités remarquables de ces messieurs. De Lyonne en était absolument privé. Certes, ils eussent certainement été dans l'impossibilité de parler longtemps devant une assemblée et d'y discuter; ils n'auraient pas pu faire un cours de philosophie, et c'étaient de médiocres railleurs; mais jamais il ne s'est rencontré de volontés plus compactes, de travailleurs plus assidus, d'idées incarnées plus tenaces, de négociateurs plus habiles, plus persistants, ni plus dignes. Mais aussi ces hommes n'ont pas été le fruit des séditions populaires, des coalitions de quelques bourgeois stupides. Ce fut

après dix ans d'expériences que Richelieu s'endormit dans Mazarin et le signala comme le seul homme à qui l'on pouvait confier le fardeau des affaires publiques. Ce choix, cette prédiction feraient déjà de Richelieu un grand homme. En mourant, Mazarin léguait à Louis XIV, deux commis, en les lui recommandant comme il avait été recommandé lui-même. Ces deux commis étaient le grand Colbert, et le grand de Lyonne. De Lyonne, pour qui a étudié la politique, est au moins aussi grand que Colbert, c'est toute l'étonnante diplomatie de cette immense époque.

Aussi la décadence, glorieuse encore de Louis XIV, a-t-elle commencé quand ces deux hommes et Louvois, ce magnifique triumvirat de serviteurs, eut disparu. Sur le terrain où MM. Thiers, Cousin et Rémusat sont quelque chose, chacun des politiques que je cite n'eût rien été. Je ne veux pas prétendre qu'il y ait incompatibilité entre le don de la parole, l'esprit, la conception littéraire et les qualités nécessaires à l'homme d'État, ce serait absurde. J'ai dit et je pense que les hommes habitués à manier les idées, à les résumer, à les étudier sont précisément ceux parmi lesquels se rencontreront les grands politiques modernes. Mais je crois et je vois que les gouvernants, la masse totale de ceux qui mettent les mains aux affaires, sont au-dessous de leur mission. La situation est peut-être plus forte que des hommes simplement habiles, érudits, instruits, spirituels, et là peut-être se trouve le mot de l'énigme présentée par l'infériorité de la France depuis 1830; mais ce que je sais bien, et ce qui est démontré jusqu'à l'évidence, c'est l'impossibilité du pouvoir en France dans les conditions actuelles.

Il n'y a qu'un homme isolé qui puisse dire ces choses. En les disant, les journaux opposés au gouvernement, les légitimistes, auraient peur de nuire à leur

parti. Les républicains ne pensent pas ainsi, et les journaux de M. Thiers, appartiennent au parti qui a commis ces fautes et qui veulent les ériger systèmes. Les amis du pouvoir savent que, malgré leur profonde vérité, ces opinions tueraient leur royauté. D'abord ce serait mentir au programme, puis elles supposent une suite de coups d'Etat. Qu'espère-t-on ? Ou jouer les chambres, ou en rencontrer une intelligente : deux impossibilités !